

competent authority may use its discretionary power as described here above in point c(1).

- (4) Attention is drawn to the fact that, independently of the protection described here above, the Swiss legislation on patents provides that the patentee has the right to prevent third parties from putting on the market any product which contravenes his patent rights (during the lifespan of the patent). Experimentation or research using the patented invention as preparations in view of the future marketing of a second product are not considered as permitted exceptions to the exclusive rights of the patentee.

d. Article 39.3, second sentence of the TRIPS Agreement:

The compliance with the requirement to ensure full confidentiality and therefore not to disclose the submitted data can be summarized as follows:¹³

Federal laws or regulations contain strict provisions of "official secrecy" (in French and German: "secret de fonction" and "Amtsgeheimnis" respectively, or obligation for staff members to observe full confidentiality with regard to the information or documentation which is in their possession). This duty of "official secrecy" is to be found in Article 320 of the Swiss Criminal Code (RS 311.0; copy attached ([annex 1](#)¹⁴)). It is in particular reflected in various laws and ordinances concerning the status of the staff members of the federal administration¹⁵ (see for example Article 27 of the Status of Officials (RS 172.22.10; copy attached ([annex 2](#)¹⁴)). This obligation of official secrecy is also reflected in specific laws and regulations dealing with the approval and registration procedures. See for example Article 29 of the Federal Law on Trade of Toxic Materials ("Loi fédérale du 21 mars 1969 sur le commerce des toxiques" (text cited under 2b(1) above)) or Article 34 of the Implementing Regulations of the Intercantonal Convention on the Control of Medicines ("Règlement d'exécution du 25 juin 1972 de la Convention intercantonale sur le contrôle des médicaments" (text cited under b(19) above)).

In exceptional cases, where a product may have impact on other fields, an authority may ask other authorities to communicate the information they have in their possession. In any event, the official secrecy obligation strictly applies to the authority which requests the information.

As a final remark regarding the responses, it should be recalled that the final say belongs to the courts subject to the general principles we have described at the beginning of this document.

¹³By way of explanation, Switzerland informed that the second sentence of Article 39.3 of the TRIPS Agreement reflects to a large extent proposals made by a number of countries including Switzerland during the Uruguay Round (see GATT document MTN.GNG/NG11/W/73 of 14 May 1990, Article 243).

¹⁴In French only.

¹⁵The Swiss delegation added to its response that the Swiss cantonal authorities are obliged to strictly comply with their own cantonal official secrecy rules.

ANNEX 1SWISS CRIMINAL CODE (EXCERPT)

Code pénal suisse

311.0 :

seront punis de la réclusion pour cinq ans au plus ou de l'emprisonnement.

2. La peine sera l'amende si le délinquant a agi par négligence.

Art. 318

Faux certificat
médical

1. Les médecins, les dentistes, les vétérinaires et les sages-femmes qui auront intentionnellement dressé un certificat contraire à la vérité, alors que ce certificat était destiné à être produit à l'autorité ou à procurer un avantage illicite, ou qu'il était de nature à léser les intérêts légitimes et importants de tierces personnes, seront punis de l'emprisonnement ou de l'amende.

La peine sera l'emprisonnement si le délinquant avait sollicité, reçu ou s'était fait promettre une rémunération spéciale pour dresser ce certificat.

2. La peine sera l'amende si le délinquant a agi par négligence.

Art. 319

Assistance
à l'évasion

Le fonctionnaire qui aura aidé dans son évasion ou aura laissé s'évader une personne arrêtée, détenue, ou renvoyée dans un établissement par décision de l'autorité, sera puni de la réclusion pour trois ans au plus ou de l'emprisonnement.

Art. 320

Violation
du secret
de fonction

1. Celui qui aura révélé un secret à lui confié en sa qualité de membre d'une autorité ou de fonctionnaire, ou dont il avait eu connaissance à raison de sa charge ou de son emploi, sera puni de l'emprisonnement ou de l'amende.

La révélation demeure punissable alors même que la charge ou l'emploi a pris fin.

2. La révélation ne sera pas punissable si elle a été faite avec le consentement écrit de l'autorité supérieure.

Art. 321

Violation
du secret pro-
fessionnel

1. Les ecclésiastiques, avocats, défenseurs en justice, notaires, contrôleurs astreints au secret professionnel en vertu du code des obligations¹⁾, médecins, dentistes, pharmaciens, sages-femmes, ainsi que leurs auxiliaires, qui auront révélé un secret à eux confié en vertu de leur profession ou dont ils avaient eu connaissance dans l'exercice de celle-ci, seront, sur plainte, punis de l'emprisonnement ou de l'amende.

Seront punis de la même peine les étudiants qui auront révélé un secret dont ils avaient eu connaissance à l'occasion de leurs études.

¹⁾ RS 220

ANNEX 2

Statut des fonctionnaires (StF)¹⁾

172.221.10

du 30 juin 1927 (Etat le 1^{er} avril 1996)

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,
vu le message du Conseil fédéral du 18 juillet 1924²⁾,
vu l'article 85, chiffres 1 et 3, de la constitution fédérale³⁾,
arrête:

Titre premier: Les rapports de service des fonctionnaires

Chapitre premier: Définition, formation

1. Définition

Article premier

¹ Est fonctionnaire au sens de la présente loi toute personne nommée en cette qualité par le Conseil fédéral, par un service qui lui est subordonné, par le Tribunal fédéral ou par le Tribunal fédéral des assurances.

² Le Conseil fédéral dresse l'état des fonctions dont les titulaires ont qualité de fonctionnaires. Cet état est soumis à l'approbation de l'Assemblée fédérale.

2. Eligibilité

Art. 2

¹ Peut être nommé fonctionnaire tout ressortissant suisse de bonne moralité. Celui qui est interdit ou qui a été déclaré incapable de remplir un emploi public ne peut être nommé tant que la mesure prise à son égard produit effet.¹⁾

² Moyennant l'assentiment du Conseil fédéral, la qualité de fonctionnaire peut exceptionnellement être conférée à une personne n'étant pas de nationalité suisse.

RO 43 459 et RS 1 459

¹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 19 déc. 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1987 (RO 1987 932 939; FF 1986 II 317).

²⁾ FF 1924 III 1, 1927 I 173

³⁾ RS 101

4. Comportement¹⁾

Art. 24¹⁾

¹ Par son attitude, le fonctionnaire doit se montrer digne de la considération et de la confiance que requiert sa situation officielle.

² Le fonctionnaire a le devoir de se comporter avec tact et politesse envers ses supérieurs et ses collaborateurs de même qu'avec le public.

5. Exécution des prescriptions de service²⁾

Art. 25

¹ Le fonctionnaire est tenu d'exécuter consciencieusement et raisonnablement les prescriptions de service²⁾ de ses supérieurs.

² Le supérieur est responsable des ordres qu'il donne.

6. Interdiction d'accepter des dons

Art. 26³⁾

¹ Il est interdit au fonctionnaire de solliciter, d'accepter ou de se faire promettre pour lui ou pour autrui, en raison de sa situation officielle, des dons ou autres avantages.

² Il y a également infraction au devoir de service lorsqu'un tiers, de connivence avec le fonctionnaire, sollicite, accepte ou se fait promettre des dons ou autres avantages.

³ Les dons ou autres avantages que le fonctionnaire a acceptés illégalement sont acquis à la Confédération.

7. Secret professionnel

Art. 27

¹ Il est interdit au fonctionnaire de divulguer les affaires de service qui doivent rester secrètes en vertu de leur nature ou d'instructions spéciales.

² Le devoir de garder le secret professionnel subsiste même après la cessation des rapports de service.

¹⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 19 déc. 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1987 (RO 1987 982 939; FF 1986 II 317).

²⁾ Nouvelle expression selon le ch. I de la LF du 19 déc. 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1987 (RO 1987 932 939; FF 1986 II 317).

³⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 3 oct. 1958, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1959 (RO 1959 29 41; FF 1958 I 877).

³ L'article 61 de la loi du 23 mars 1963¹⁾ sur les rapports entre les conseils est réservé.²⁾

8. Obligation de témoigner en justice

Art. 28

¹ Le fonctionnaire ne peut déposer en justice, comme partie, témoin ou expert, sur les constatations se rapportant à ses obligations et qu'il a faites en raison de ses fonctions ou dans l'accomplissement de son service, qu'avec l'autorisation de l'office compétent.

² Cette autorisation est nécessaire, même après la cessation des rapports de service.

³ Le Conseil fédéral fixe les règles d'après lesquelles l'office compétent donne ou refuse cette autorisation. L'autorisation ne peut être refusée que si les intérêts généraux du pays l'exigent ou si elle devrait avoir pour effet d'entraver dans une forte mesure l'administration dans l'accomplissement de sa tâche.

⁴ Le Conseil fédéral désigne les offices compétents et règle la procédure.

Chapitre IV. Violation des devoirs de service; ses conséquences

1. Responsabilité pour dommage causé

Art. 29³⁾

2. Responsabilité disciplinaire

Art. 30

¹ Le fonctionnaire qui viole ses devoirs de service, soit intentionnellement soit par négligence, est passible de mesures disciplinaires.⁴⁾

² L'action disciplinaire est sans effet sur la responsabilité pour dommage causé et sur la responsabilité pénale du fonctionnaire.

³ Si, au cours d'une action disciplinaire, une instruction pénale est ouverte contre le fonctionnaire en raison des mêmes faits, le prononcé disciplinaire est différé jusqu'après la clôture de la poursuite pénale, à moins que les intérêts de l'administration ne s'opposent au maintien du fonctionnaire dans ses fonctions.

⁴ La procédure disciplinaire peut être poursuivie même au terme d'un procès, quelle que soit l'issue de celui-ci.⁴⁾

¹⁾ RS 171.11

²⁾ Introduit par le ch. II de la LF du 1^{er} juillet 1966 complétant la loi sur les rapports entre les conseils, en vigueur depuis le 1^{er} janv. 1967 (RS 171.11 in fine, disp. fin. mod. 1^{er} juillet 1966).

³⁾ Abrogé par l'art. 27 let. c de la loi du 14 mars 1958 sur la responsabilité (RS 170.32).

⁴⁾ Nouvelle teneur selon le ch. I de la LF du 19 déc. 1986, en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1987 (RO 1987 932 939; FF 1986 II 317).